

Corrigé du bac 2024 : Philosophie Métropole

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2024

PHILOSOPHIE

Durée de l'épreuve : 4 heures – Coefficient : 8

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

A propos de ce corrigé

Ce document est une proposition de corrigé rédigée pour le site sujetdebac.fr

La philosophie est un domaine riche et diversifié, offrant de multiples perspectives et interprétations sur les questions essentielles de l'existence. Ainsi, il existe une pluralité de manières de traiter un sujet philosophique donné, chacune apportant sa propre compréhension et ses propres arguments.

Cette proposition de corrigé vous fournit un exemple de démarche possible pour aborder chaque sujet. Vous êtes encouragé(e)s à explorer différentes approches, à développer vos propres idées et à formuler vos propres arguments.

Dissertation n°1

Sujet : La science peut-elle satisfaire notre besoin de vérité ?

Analyse des termes du sujet

- La science : La science désigne un ensemble de connaissances organisées, obtenues par des méthodes rigoureuses d'observation, d'expérimentation et de raisonnement logique. Elle vise à comprendre et expliquer les phénomènes naturels, physiques, sociaux, etc. En philosophie, la science est souvent associée à la quête de la vérité, par opposition à d'autres modes de connaissance comme l'opinion, la croyance ou la foi.
- Peut-elle : La formule « peut-elle » introduit une interrogation sur la capacité ou la possibilité de quelque chose. Elle pose ici la question des limites ou des potentialités de la science.
- Satisfaire : Répondre pleinement à un besoin, un désir, ou une attente. Ici, cela implique que la science doit être capable de combler ou de répondre de manière adéquate au besoin de vérité.
- Besoin : Un besoin est une nécessité ressentie par un individu ou une société. Il peut être vital (comme les besoins physiologiques) ou psychologique/moral (comme le besoin de reconnaissance ou de vérité).
- Vérité : La vérité est la conformité de l'esprit avec la réalité. C'est ce qui est considéré comme juste, exact, ou conforme à la réalité des faits. En philosophie, la vérité est un concept complexe et multidimensionnel. Elle peut être objective (correspondance avec les faits), subjective (vérité pour soi-même), ou même conventionnelle (vérité acceptée par un consensus social).

Le sujet explore la relation entre la connaissance scientifique et la vérité, un enjeu central en épistémologie. La science, par sa méthodologie, cherche à découvrir et établir des vérités sur le monde, mais la question se pose de savoir si cette vérité est absolue ou relative, provisoire ou définitive. La science est-elle le seul moyen d'accéder à la vérité, ou d'autres formes de savoir (philosophie, religion, art) sont-elles nécessaires pour compléter cette quête ?

Le sujet présuppose que la vérité est un besoin universel et fondamental pour l'homme, ce qui pourrait être discuté. Est-ce vraiment un besoin pour tous ?

Notions philosophiques abordées par ce sujet

- La science : Le sujet traite directement de la capacité de la science à satisfaire le besoin de vérité. C'est donc la notion centrale, interrogeant la portée et les limites de la science en tant que méthode de connaissance.
- La vérité : Le sujet questionne la possibilité pour la science de répondre au besoin de vérité. La notion de vérité est cruciale pour déterminer ce que l'on entend par "vérité" (objective, subjective, etc.) et comment la science peut la définir ou l'atteindre.
- La raison : La science est fondée sur l'usage de la raison, c'est-à-dire la capacité de l'homme à penser de manière logique et cohérente pour découvrir des vérités. Cette notion est essentielle pour comprendre les méthodes scientifiques et leur relation avec la vérité.
- La religion : Même si elle n'est pas explicitement mentionnée, la religion peut être à considérer pour comprendre les limites de la science. La religion propose une autre voie pour accéder à la vérité, souvent basée sur la foi plutôt que sur la raison scientifique.

Quelques pièges à éviter

Réduire le besoin de vérité à un simple désir de connaissance : Le besoin de vérité peut être existentiel, éthique ou métaphysique, et non seulement intellectuel. Il ne s'agit pas seulement de savoir comment le monde fonctionne, mais aussi de comprendre des questions plus profondes sur le sens de la vie, la justice, ou l'existence.

Confondre vérité scientifique et vérité absolue : Il est important de ne pas supposer que la vérité scientifique est la seule forme de vérité ou qu'elle est nécessairement absolue. La science évolue avec le temps, et ce qui est considéré comme vrai à un moment donné peut être révisé ou complété par de nouvelles découvertes.

Opposer radicalement science et religion ou métaphysique : Un piège courant serait de tomber dans une opposition trop simpliste entre science et religion, ou entre science et métaphysique. Le sujet ne demande pas de choisir entre ces domaines, mais plutôt

de réfléchir aux capacités spécifiques de la science à satisfaire le besoin de vérité. Certains domaines de la vérité (par exemple, les questions morales ou existentielles) peuvent relever d'autres champs que la science, mais cela ne doit pas entraîner un rejet pur et simple de l'un au profit de l'autre.

Propositions de problématique

- Le besoin de vérité peut-il être totalement satisfait par la seule méthode scientifique ?
- La science offre-t-elle une vérité universelle ou seulement partielle et révisable ?
- La vérité scientifique est-elle suffisante face à des vérités existentielles ou morales ?
- La science peut-elle combler à la fois notre soif de connaissance et notre quête de sens existentiel ?
- La vérité scientifique suffit-elle à combler notre besoin humain de sens ?
- Est-ce que la science, en tant que méthode rationnelle, peut satisfaire des besoins de vérité qui échappent au domaine empirique ?

Contradiction possible pour traiter ce sujet

Thèse : La science peut satisfaire notre besoin de vérité, car elle repose sur des méthodes rigoureuses et vérifiables qui permettent de découvrir des vérités objectives sur le monde, rendant ses réponses fiables et universelles.

Antithèse : La science ne peut pas pleinement satisfaire notre besoin de vérité, car elle ne répond qu'aux questions factuelles et empiriques, laissant de côté les dimensions existentielles, morales et métaphysiques de la vérité, qui nécessitent d'autres approches (philosophie, religion, etc.).

Éléments de réponses et références philosophiques

Les découvertes scientifiques comme la loi de la gravitation (Newton) ou la théorie de l'évolution (Darwin) reposent sur l'observation et l'expérimentation. Elles offrent des vérités objectives, testables et applicables de manière universelle, répondant ainsi à notre besoin de comprendre le fonctionnement du monde physique. Néanmoins, les théories scientifiques ne sont pas définitives. Par exemple, la relativité générale d'Einstein a corrigé certaines limites de la physique newtonienne. Cette nature évolutive montre que la science ne donne pas accès à une vérité absolue, mais à des vérités provisoires qui s'affinent avec le temps.

Karl Popper, avec son concept de falsifiabilité, soutient que la science ne peut offrir que des vérités provisoires, soumises à des révisions constantes. La science avance par essais et erreurs, en réfutant des hypothèses plutôt qu'en prouvant des vérités absolues. Ce qui est considéré comme vrai aujourd'hui pourrait être réfuté demain.

Dans sa théorie des Idées, Platon suggère que la vérité ultime se trouve dans le monde des Idées, une réalité métaphysique au-delà des phénomènes sensibles. La science, qui traite du monde sensible, ne peut donc pas accéder à la vérité absolue.

Des interrogations comme "Quel est le sens de la vie ?" ou "Que dois-je faire pour être moral ?" ne peuvent pas être résolues par la science. Ce type de vérité nécessite des approches philosophiques ou religieuses, car elles échappent à l'expérimentation et à la mesure.

Henri Bergson affirme que la science découpe le réel en morceaux analytiques mais échoue à comprendre des aspects plus fluides de la réalité, comme la durée ou la conscience. Cela montre que certaines vérités, notamment existentielles, échappent à l'approche analytique de la science.

Dissertation n°2

Sujet : L'État nous doit-il quelque chose ?

Analyse des termes du sujet

- L'État : L'État est ici à comprendre dans son sens politique et philosophique. Il représente une organisation politique qui exerce le pouvoir souverain sur un territoire donné et une population. L'État, en tant qu'institution, possède des prérogatives légales (établir des lois, rendre la justice, percevoir des impôts, etc.). Philosophiquement, l'État incarne l'autorité légitime, la gestion des intérêts communs et la régulation des rapports sociaux.
- Nous : Le « nous » désigne ici les citoyens, c'est-à-dire les individus qui vivent sous l'autorité d'un État et qui sont soumis à ses lois et institutions. Le « nous » englobe l'ensemble des membres de la société civile, sans distinction individuelle.
- Doit-il : Le verbe « devoir » est essentiel dans le sujet car il interroge la notion de devoir moral ou juridique. Il suppose l'idée d'une obligation ou d'une responsabilité de l'État envers ses citoyens. « Doit-il » pose donc la question de la légitimité et du fondement de cette obligation : est-elle naturelle, contractuelle, morale, légale ?
- Quelque chose : Cette formulation indéfinie ouvre le champ à diverses interprétations. Qu'est-ce que l'État pourrait devoir à ses citoyens ? Cela peut renvoyer à des biens matériels (comme la protection, la sécurité) mais aussi à des droits immatériels (la justice, la liberté, l'égalité). Ce « quelque chose » suggère également une éventuelle pluralité des « dettes » ou obligations que l'État pourrait avoir envers ses citoyens.

Le sujet pose immédiatement la question de la relation entre l'État et les citoyens. L'État est censé organiser la vie en société, garantir l'ordre, protéger les individus et assurer certains droits. En retour, les citoyens sont soumis à des obligations comme respecter les lois, payer des impôts, etc. Il s'agit ici de se demander si cette relation est symétrique (obligations réciproques) ou asymétrique (les citoyens doivent à l'État sans que l'inverse soit vrai).

Le sujet présuppose que l'État pourrait avoir une « dette » envers ses citoyens, ce qui implique déjà une forme d'obligation, de responsabilité. Mais cela soulève aussi une question plus radicale : existe-t-il une situation où l'État ne devrait rien à ses citoyens ? Ou bien, ce devoir est-il inconditionnel et universel ?

Notions philosophiques abordées par ce sujet

- L'État : C'est la notion centrale du sujet. Il s'agit de comprendre ce qu'est l'État, son rôle, ses fonctions, et ses relations avec les citoyens. La question porte sur ce que l'État, en tant qu'institution de pouvoir et de gestion de la société, doit aux individus.
- Le devoir : La notion de devoir est essentielle ici. Il s'agit de déterminer si l'État a une obligation morale ou juridique envers ses citoyens. Le verbe « devoir » interroge le lien entre ce que l'État doit et ce que les citoyens peuvent attendre légitimement de lui.
- La justice : La justice est au cœur de la réflexion sur ce que l'État « doit ». Si l'État a des devoirs, il s'agit souvent de garantir la justice au sein de la société, qu'il s'agisse de justice distributive (répartition des richesses), de justice corrective (sanctionner les infractions), ou de justice sociale (égalité des droits).
- La liberté : La liberté entre en jeu dans la réflexion sur ce que l'État doit ou ne doit pas. L'État doit-il avant tout garantir la liberté des citoyens (protéger leurs droits individuels) ou peut-il aussi intervenir pour assurer d'autres biens au détriment de certaines libertés (par exemple, restreindre certaines libertés pour garantir l'égalité) ?

Quelques pièges à éviter

Confondre l'État et le gouvernement : L'État est une institution durable qui organise la société et qui existe indépendamment des gouvernements successifs. Le gouvernement, quant à lui, est une instance temporaire chargée d'administrer l'État à un moment donné. Il ne faut donc pas réduire la réflexion à des critiques ou louanges d'un gouvernement particulier. Le sujet concerne l'État en tant que concept général, pas une administration précise.

Réduire le « quelque chose » à un sens strictement matériel : Il serait réducteur de ne voir dans le « quelque chose » que des biens matériels (comme l'argent, la sécurité physique). Le sujet invite à réfléchir aussi aux droits immatériels que l'État pourrait

devoir (liberté, justice, égalité, respect de la dignité humaine). Limiter l'analyse à des aspects matériels occulterait une dimension philosophique essentielle.

Oublier la réciprocité entre citoyens et État : Un piège serait de penser que la question ne concerne que ce que l'État doit aux citoyens, sans examiner la réciprocité des devoirs entre les deux parties. La relation entre l'État et les citoyens est fondée sur une dynamique d'échange (obligations mutuelles), et cela doit être pris en compte dans l'analyse.

Propositions de problématique

- Les citoyens peuvent-ils légitimement exiger autre chose que la protection de leurs droits ?
- Jusqu'où s'étend la responsabilité de l'État vis-à-vis du bien commun ?
- L'État est-il responsable du bonheur et de la justice sociale des individus qu'il gouverne ?
- L'État a-t-il l'obligation de répondre aux besoins individuels en même temps qu'aux intérêts collectifs ?
- Les droits fondamentaux suffisent-ils à définir ce que l'État doit à ses citoyens ?

Contradiction possible pour traiter ce sujet

Thèse : L'État a des obligations envers ses citoyens. Il doit garantir la sécurité, la justice, et certains droits fondamentaux. Selon les théories du contrat social, l'État existe précisément pour répondre aux besoins des citoyens, leur assurant protection et bien-être en échange de leur obéissance aux lois.

Antithèse : L'État ne nous doit rien d'autre que le cadre légal minimal. L'État est seulement chargé de maintenir l'ordre, de garantir les libertés individuelles et la sécurité. Il n'a pas à assurer le bonheur ou l'égalité parfaite, ces responsabilités relevant de la liberté et de l'initiative individuelle, non de l'intervention étatique.

Éléments de réponse et références philosophiques

Selon Hobbes, l'État naît du besoin de sécurité. En échange de la renonciation à une partie de leurs libertés naturelles, les citoyens ont droit à une protection contre la violence et l'insécurité. Un État qui n'assure pas cette sécurité manque à son devoir fondamental.

L'État doit garantir la justice et l'équité devant la loi. La justice est un pilier central de l'État. Dans une société démocratique, l'État est tenu de garantir que tous les citoyens sont égaux devant la loi, sans discrimination. Un exemple concret est l'accès à une justice équitable, comme la gratuité de l'aide juridictionnelle pour les plus pauvres en France.

Dans les démocraties modernes, les constitutions et les déclarations des droits de l'homme (comme la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 en France) imposent à l'État de protéger des droits inaliénables tels que la liberté, l'égalité et la propriété. L'État doit ces droits à ses citoyens de manière inconditionnelle.

Dans ses ouvrages, Rousseau affirme que l'État doit garantir la volonté générale et promouvoir l'égalité entre les citoyens. Selon lui, l'État doit assurer non seulement la liberté, mais aussi l'égalité et la justice, en soumettant les intérêts individuels à l'intérêt collectif, ce qui mène à la souveraineté populaire.

Selon Kant, l'État ne doit pas intervenir dans la conception du bonheur individuel, mais doit seulement garantir un cadre légal permettant à chacun de poursuivre librement son bonheur. L'État doit donc se limiter à la protection des droits et de la liberté, laissant aux citoyens la responsabilité de leurs propres choix de vie.

L'État n'a pas de devoir absolu envers des citoyens qui ne respectent pas les lois. Le contrat social repose sur une réciprocité entre l'État et les citoyens. Si les citoyens ne respectent pas les lois et leurs obligations (paiement des impôts, respect de la légalité), l'État peut légitimement refuser certains droits (privation de liberté, amendes). Cela montre que le devoir de l'État n'est pas unilatéral.

L'État doit respecter les libertés individuelles même dans un cadre sécuritaire. Un État qui garantit la sécurité ne doit pas pour autant bafouer les libertés individuelles. Selon John Locke, l'État doit respecter la liberté de conscience et la propriété, même en temps de crise. Les mesures anti-terroristes, par exemple, doivent être équilibrées pour ne pas nuire à la liberté des citoyens.

Explication de texte

Sujet : Simone Weil, La Condition ouvrière (1943)

Résumé du texte

Dans cet extrait, Simone Weil décrit les conditions de travail à l'usine, où l'ouvrier, soumis à une tâche épuisante et déshumanisante, ne trouve d'énergie que dans des mobiles bas tels que la peur du renvoi ou le besoin d'argent. Cette aliénation rétrécit sa pensée et éteint sa conscience, l'isolant des autres travailleurs et rendant les rapports humains brutaux et indifférents. L'ouvrier, après une journée harassante, se plaint simplement de la lenteur du temps.

Contextualisation de l'œuvre et de l'auteur

Simone Weil (1909-1943) est une philosophe française connue pour son engagement à la fois intellectuel et social. Issue d'une famille juive aisée, elle est marquée par des préoccupations spirituelles et sociales dès son jeune âge. Elle enseigne la philosophie, mais, animée par une forte empathie pour la classe ouvrière, elle décide de quitter temporairement l'enseignement pour travailler comme ouvrière en usine en 1934-1935.

C'est à partir de cette expérience directe qu'elle écrit *La Condition ouvrière*, un recueil de textes et de réflexions sur la vie à l'usine. Profondément touchée par la dureté du travail ouvrier et l'aliénation des travailleurs, elle y dénonce l'inhumanité du système industriel. Ce texte s'inscrit donc dans un contexte de critique sociale des conditions de travail à l'usine pendant l'entre-deux-guerres, une époque marquée par la montée de l'industrialisation et de la mécanisation du travail.

Notions philosophiques abordées par ce texte

- Le travail : C'est la notion centrale du texte. Weil décrit le travail ouvrier comme une activité aliénante qui épuise l'individu physiquement et mentalement. Elle souligne l'absence de sens dans ce type de travail, qui devient une répétition mécanique déshumanisante.
- La conscience : Weil montre que dans le contexte du travail à l'usine, la conscience de l'ouvrier est réprimée. Elle se "rétracte" sous l'effet de la souffrance et du stress lié à la tâche, réduisant ainsi la capacité de réflexion et d'attention aux autres.
- Le temps : Weil aborde la perception du temps à travers la plainte des ouvriers, qui trouvent "le temps long". Le travail répétitif et dépourvu de sens donne une impression de lenteur et de poids du temps, vécu comme une contrainte.

La problématique du texte

Problématique principale :

Quelle est la nature de l'aliénation de l'ouvrier dans le travail industriel ?

Weil cherche à comprendre pourquoi et comment le travail à l'usine, loin de réaliser l'individu, l'aliène en profondeur. Cette question implique une réflexion sur l'essence du travail humain et ses conséquences sur l'esprit et le corps. Elle soulève des interrogations sur la manière dont le système de production moderne affecte la conscience et la liberté de l'individu, en le réduisant à un simple exécutant mécanique.

Problématiques induites :

- Comment le travail à l'usine déshumanise-t-il les relations sociales ?

Weil souligne que l'isolement des ouvriers dans l'usine, pris dans des tâches répétitives, les empêche de percevoir la souffrance des autres. Cette question

soulève une réflexion sur le lien entre la structure économique et les relations humaines, et comment un environnement de travail peut nourrir l'indifférence, voire la brutalité, en érodant la solidarité et l'empathie.

- Dans le travail moderne, qu'est-ce qui nuit à la conscience et à la liberté de l'individu ?

Weil décrit une situation où les ouvriers sont réduits à une passivité imposée, incapables de penser au-delà de l'obsession de la tâche. Cette réflexion implique d'examiner ce qui est requis pour maintenir une conscience libre dans le travail, et comment des systèmes coercitifs peuvent étouffer la réflexion et la conscience morale de l'individu.

La thèse de l'auteur dans ce texte

La thèse de Simone Weil dans cet extrait est que le travail ouvrier en usine, dans le contexte de la production industrielle, est profondément aliénant et déshumanisant. Elle soutient que les conditions de travail ne permettent pas aux ouvriers de se motiver par des mobiles élevés ou de donner un sens profond à leur activité. Les ouvriers sont réduits à trouver leur énergie dans des motivations basses, comme la peur du renvoi ou la quête de gains matériels. Cela rétrécit leur pensée, éteint leur conscience et les rend indifférents et brutaux, à l'image du système dans lequel ils sont pris. Weil affirme ainsi que ce type de travail détruit la capacité à établir des relations humaines authentiques et à maintenir une conscience éveillée.

Éléments d'analyse du texte

Dans ce texte, on peut identifier cinq parties distinctes :

Introduction : Simone Weil introduit son raisonnement en énonçant une règle générale sur l'action humaine : toute action nécessite un mobile (une motivation) et sa qualité morale dépend de la hauteur de ce mobile. Cette idée générale permet d'amorcer la réflexion sur les types de motivations présentes dans le travail ouvrier.

Constat des conditions du travail ouvrier : L'auteur décrit ensuite les conditions spécifiques du travail à l'usine. Elle explique que, contrairement à d'autres formes de contrainte physique (fouets, chaînes), le travail industriel ne laisse d'autre choix aux ouvriers que de trouver en eux-mêmes des motivations basées sur la peur ou l'appât du gain. Weil souligne que ce type de motivation ne fait pas appel à ce qu'il y a de plus élevé chez l'être humain, mais tend à l'enfermer dans des préoccupations obsessionnelles.

Effets psychologiques et mentaux sur l'ouvrier : Weil analyse ensuite les conséquences de ces conditions de travail sur l'esprit de l'ouvrier. Elle montre que ces motivations, centrées sur la survie ou le gain, réduisent la pensée à une focalisation sur le moment présent, coupant l'individu de la réflexion et de la conscience plus large. Ce processus conduit à un "éteignement" progressif de la conscience et à une perte de sens.

Conséquences sur les relations humaines : L'auteur évoque l'impact sur les relations sociales entre les ouvriers. Elle affirme qu'une force comparable à la "pesanteur" rend les ouvriers indifférents et brutaux, incapables de percevoir la souffrance des autres. Le système industriel crée donc un climat de déshumanisation, où la brutalité du travail est répercutée dans les interactions entre les individus.

Conclusion : Le texte se termine par une description du sentiment général ressenti par l'ouvrier après une journée de travail : la plainte du temps long. Cette phrase finale illustre la déshumanisation profonde qui caractérise l'expérience ouvrière, réduisant leur existence à une attente vide et douloureuse, incompréhensible pour ceux qui sont étrangers à cette condition.

Simone Weil utilise une progression logique pour développer ses idées. Elle part d'une règle générale sur l'action humaine et les motivations, pour ensuite appliquer cette règle au contexte du travail ouvrier en usine. Elle enchaîne ensuite avec une analyse des conséquences psychologiques (rétraction de la pensée, extinction de la conscience) et sociales (indifférence et brutalité) de ces conditions, pour enfin conclure sur l'état mental et émotionnel des ouvriers à la fin de la journée, incarné par la "plainte du temps long". L'auteur alterne ainsi entre des constats descriptifs et une analyse critique, en utilisant des métaphores (pesanteur, brutalité) pour illustrer l'impact du travail sur l'ouvrier.

Néanmoins, l'argumentaire de Simone Weil présente plusieurs faiblesses dans cet extrait :

- Weil insiste beaucoup sur les "mobiles bas" qui, selon elle, dominent l'activité ouvrière. Cependant, cette analyse peut être jugée simpliste. Si la peur du renvoi ou le besoin de gagner de l'argent sont certainement des motivations présentes, il est possible que des ouvriers trouvent également une forme de satisfaction ou de dignité dans l'accomplissement de leur tâche, même dans des conditions difficiles. Certains peuvent avoir une fierté professionnelle ou une solidarité entre collègues qui ne sont pas abordées par Weil.
- L'auteur semble supposer que tous les ouvriers subissent cette aliénation de manière uniforme, sans considération des différences individuelles. Cependant, il est possible que l'expérience du travail varie d'une personne à l'autre en fonction de facteurs comme la nature précise du travail, le niveau de qualification, ou les relations interpersonnelles. Cette généralisation limite la portée de son analyse, qui pourrait être nuancée en reconnaissant des cas où le travail peut ne pas être aussi déshumanisant.
- Si Weil dresse un tableau percutant de l'aliénation ouvrière, elle n'apporte pas d'éléments pour imaginer comment remédier à cette situation. Son analyse reste pessimiste et critique, sans ouverture vers des solutions possibles, ce qui peut sembler insuffisant pour ceux qui cherchent à améliorer les conditions de travail. Cela affaiblit sa thèse, car elle ne propose aucune voie de transformation ou d'émancipation de l'ouvrier face à cette aliénation.

- Weil critique implicitement la technique et le système industriel, mais ne semble pas distinguer entre les types de techniques ou méthodes de production. Si certaines formes de travail répétitif peuvent être aliénantes, d'autres formes d'emploi industriel, avec des technologies différentes, peuvent au contraire libérer l'ouvrier de tâches pénibles et ouvrir la voie à des activités plus enrichissantes. Ce manque de distinction fait paraître sa critique de la technique un peu unilatérale.